

Les USA au Moyen-Orient : le facteur militaire

Le risque existe que les interventions nordaméricaines, motivées par la lutte antiterroriste, soient déterminées par le militairement faisable, plutôt que le politiquement désirable.

Marina Ottaway

Étant donné leur condition actuelle d'unique superpuissance, les États-Unis se sentent autorisés à intervenir où et quand ils le considèrent opportun pour sauvegarder leurs intérêts particuliers, protéger leurs alliés et, au moins de leur point de vue, réparer les injustices et faire du monde un endroit meilleur. Fréquemment, l'intervention est de nature militaire, soit sous forme de guerres de longue durée, comme c'est le cas de la Corée, du Vietnam, d'Afghanistan et d'Irak, soit sous forme d'expéditions brèves et presque ridicules, comme à Grenada. Les actions de guerre sont devenues à tel point une partie intégrante de la politique étrangère des USA que le président, Barack Obama, a été accusé d'« isolationnisme », lorsqu'il a refusé de prêter appui militaire à l'opposition syrienne après 2011. L'une des conséquences de cet interventionnisme est que, dans certains endroits du monde, l'action politique est menée par l'armée américaine, énorme, professionnelle, expérimentée et bien armée, à laquelle, bien qu'elle soit encore strictement soumise à la supervision civile, on a transféré le rôle de responsable politique.

La fonction politique de plus en plus grande que remplit l'armée est évidente, surtout au Moyen-Orient. Depuis toujours, la question de la sécurité a occupé une place centrale dans la stratégie des USA dans la région. Cependant, jusqu'à il y a peu, l'armée ne participait pas décisivement dans le processus de définition de politiques. La prolifération de l'islamisme violent a changé la situation. Le danger existe de voir à l'avenir les actions déterminées par ce qui est militairement faisable plutôt que par ce qui est politiquement désirable. Peut-être l'intervention de cette année en Syrie et en Irak, où l'action militaire s'est développée sans stratégie politique, est-elle un présage des problèmes qui nous attendent.

Après la Seconde Guerre mondiale, la politique nordaméricaine au Moyen-Orient était motivée par trois inquiétudes fondamentales : limiter l'influence soviétique, maintenir l'accès au pétrole et sauvegarder la sécurité d'Israël. Évidemment, la première a cessé de représenter l'un de ces moteurs d'action. Même si l'agressivité du président, Vladimir Poutine, ne cesse

d'augmenter, au Moyen-Orient, la Russie a représenté pour les USA une gêne plutôt qu'une menace réelle. L'accès au pétrole et la sécurité d'Israël, de leur côté, sont toujours les moteurs de l'action politique et, depuis septembre 2001, la lutte contre le terrorisme est devenue l'indiscutable, et probablement durable, troisième pilier des interventions des USA dans la zone.

Le pétrole du Golfe et les 'choke points'

Les USA ne dépendent pas des importations directes de pétrole des pays du Golfe. Les exportations d'hydrocarbures d'Arabie saoudite et d'autres pays de la région vers les USA n'ont pas cessé de diminuer au fil des années, et les révolutions du pétrole et du gaz de schiste nationales vont les réduire encore plus. Mais le marché du pétrole est un marché intégré à l'échelle mondiale et toute menace aux principaux producteurs de pétrole et de gaz du Golfe, Iran et Irak inclus, pourrait avoir des répercussions économiques partout dans le monde. Le passage sécurisé des pétroliers et des bateaux qui transportent du gaz naturel liquéfié (GNL) à travers les détroits d'Ormuz et de Bab-el-Mandeb et du canal de Suez représente toujours un impératif, quelle que soit la destination de la cargaison, la Chine, le Japon, l'Europe ou les USA. Raison pour laquelle ces derniers ont toujours répondu avec célérité aux menaces contre les flux du pétrole, par exemple, après l'invasion irakienne du Koweït en 1990, et maintiennent une forte présence navale dans le Golfe.

Pour assurer leur accès au pétrole de cette région, les USA ont dépendu historiquement du maintien de relations solides, aussi bien avec les pays arabes du Golfe qu'avec l'Iran. Mais après le renversement du shah et l'établissement de la République islamique en 1979, les liens avec l'Iran se sont rompus et le pays est devenu la menace qu'il fallait contenir, plutôt que l'allié qui contribuait à maintenir la stabilité. Depuis l'invasion nordaméricaine d'Irak en 2003, la relation avec les pays arabes du Golfe s'est aussi affaiblie. Pour l'Arabie saoudite et ses voisins plus petits, la décision des USA de renverser Saddam Hussein sans les consulter et sans tenir compte des ré-

percussions pour le reste de la région a miné la sécurité dans le Golfe, en affaiblissant le seul pays de la zone suffisamment puissant pour pouvoir agir en tant que contrepoids de l'Irak. L'Irak est devenu un pays gravement inhabitable, divisé et instable, ce qui a renforcé l'influence iranienne et nourrit ses aspirations hégémoniques.

Pour les pays du Golfe, déjà irrités du fait de l'insistance des USA à vouloir convoquer des élections démocratiques en Irak – ce qui, selon eux, déstabiliserait encore plus le pays en accroissant le pouvoir chiite et donc l'influence iranienne –, le soutien américain au renversement de plusieurs régimes arabes lors du *Printemps arabe* a été une source d'indignation. Selon la rhétorique dominante dans la région, en Égypte, l'administration Obama n'a pas sourcillé au moment de laisser tomber son allié, le président Hosni Moubarak ; au Bahreïn, il a été dangereusement à deux pas de prendre parti pour l'opposition chiite, à un moment où les pays du Golfe envoyaient des forces de protection pour appuyer la monarchie ; et, pour comble, lorsque les Syriens se sont soulevés contre le président Bachar al Assad, le seul gouvernant arabe dont voulaient se défaire les pays du Golfe, Obama n'a rien fait.

Quoi qu'il en soit, les pays du Golfe continuent à s'attendre à ce que les USA les protègent et maintiennent la sécurité dans la région ; ils n'ont personne d'autre vers qui se tourner. Cependant, ils sont devenus des alliés farouches et méfiants qui doutent de la sincérité de l'engagement des USA et qui se montrent réticents à seconder inconditionnellement le leadership de Washington.

Le casse-tête d'Israël

L'engagement des USA de protéger l'État d'Israël est aussi solide que leur détermination de maintenir un accès sécurisé au pétrole et au gaz du Golfe. Mais, alors que derrière ce second principe l'on retrouve le besoin économique, le premier repose sur un fondement politique. Les USA n'ont pas besoin de maintenir une relation étroite avec Israël pour préserver leurs intérêts au Moyen-Orient. Au contraire, cette proximité complique tous les autres aspects de leur stratégie dans la région.

Les USA ne sont jamais intervenus militairement pour protéger l'État d'Israël, car cela n'a jamais été nécessaire. Mais en diverses occasions, ils se sont pressés de lui faciliter plus d'armement, ainsi que d'accroître l'aide militaire et l'appui financier, et ils se sont décidément impliqués dans des négociations qui ont eu pour résultat d'augmenter la sécurité d'Israël. La diplomatie itinérante d'Henry Kissinger au cours de la période postérieure à la guerre de 1973 et l'engagement personnel du président Jimmy Carter, dans les négociations qui ont abouti aux accords de Camp David de 1979, en sont quelques exemples. Les USA ont aussi défendu Israël, en utilisant de façon répétée leur pouvoir de veto au Conseil de sécurité des Nations unies pour bloquer des résolutions cruciales pour cet État. Et tandis qu'en théo-



Vue de Kobané soumise aux bombardements de la coalition emmenée par les États-Unis pour lutter contre l'EI. Octobre 2014./RAUF MALTAS/ANADOLU AGENCY/GETTY IMAGES

rie, ils condamnent grand nombre des actions du gouvernement israélien, principalement l'expansion des colonies en Cisjordanie et à Jérusalem Est, dans la pratique ils les tolèrent. De ce fait, en passant sous silence leurs propres critiques et celles des autres, ils ont rendu les actions qu'ils réprouvent possibles.

Cela fait longtemps que les raisons qui ont justifié à l'origine l'interventionnisme des USA en appui d'Israël – l'affinité avec la jeune nation qui luttait pour subsister et la certitude de trouver dans cet État un allié fidèle dans la guerre froide – ne sont plus valides. Les difficultés d'Israël sont passées. Avec un revenu par tête d'habitant de 36 000 dollars par an selon le Fonds monétaire international, il s'agit définitivement d'un pays riche. La guerre froide est terminée. Le principal facteur qui pousse actuellement les USA à intervenir en faveur d'Israël est la politique intérieure : Israël dispose de groupes de pression infatigables et très bien organisés qui surveillent les positions adop-

tées par les politiciens sur des questions importantes pour le pays et condamnent ceux qui n'appuient pas leur position. Il existe aussi d'autres groupes de pression qui tentent d'avoir une influence sur la politique étrangère des USA, pour qu'ils agissent en représentation de certains pays ou certains collectifs donnés de victimes de la diaspora. Par exemple, les Arméniens ont réussi à maintenir la question du massacre de compatriotes en Turquie en 1915 et 1917 active devant le Congrès américain. Mais le groupe de pression pro-israélien est le plus grand. Par conséquent, la position vis-à-vis d'Israël est une question de politique intérieure, plutôt qu'extérieure.

Le terrorisme en tant que nouvel argument pour l'intervention

L'extrémisme islamique violent et le terrorisme se sont ajoutés à la liste des inquiétudes fondamentales sous-jacentes, derrière l'actuelle politique des USA et leurs interventions au Moyen-Orient. La lutte contre le terrorisme, qui a débuté en Afrique du Nord avec la sanglante guerre entre le gouvernement algérien et l'opposition islamiste dans les années quatre-vingt-dix, s'est étendue à tout le Moyen-Orient, suite aux attentats du 11 septembre 2001 aux USA. Le terrorisme va continuer très longtemps à représenter l'un des principaux éléments déterminants des interventions de Washington dans la région dans le sens large, du Mali jusqu'en Irak en passant par l'Afghanistan et le Pakistan.

Les efforts pour freiner l'extrémisme islamique et le terrorisme ont conduit les USA à centrer leur attention sur des zones auparavant considérées marginales à leurs intérêts. Historiquement, la région du Golfe était importante pour les USA en raison du pétrole, et l'Égypte et le Levant à cause d'Israël et de diverses considérations stratégiques. L'importance du Maghreb était moindre, et celle de la région du Sahel loin derrière. Il n'en est plus ainsi. Or, étant donné que l'intérêt des USA dans ces zones est basé sur la lutte contre le terrorisme, l'action politique est régie suivant des principes militaires. En 2002, les USA ont mis en marche pour la première fois une Initiative Pan Sahel qui réunissait divers pays de la région sous le contrôle du Commandement central de l'armée américaine (CENTCOM, selon les sigles en anglais). En 2005, l'initiative s'est élargie pour regrouper plus de pays et elle a changé de nom pour devenir l'Association transsaharienne antiterroriste. Elle est toujours sous contrôle militaire, même si en 2007 le commandement a été transféré du CENTCOM au Commandement Africain ou AFRICOM, récemment créé.

La nécessité de combattre l'extrémisme violent et la menace qu'il suppose pour les USA a été aussi l'argument exposé pour intervenir en Irak et en Syrie, à l'été 2014. En juin, une organisation appelée État islamique d'Irak et du Levant (EIIL, ou EIIS, puisqu'en arabe Levant se dit *Shams*, ce qui a donné lieu à deux sigles), est sortie de son bas-

tion dans l'est de la Syrie et a pris la ville de Mossoul dans le nord de l'Irak. Elle a ensuite immédiatement proclamé un califat islamique dont le territoire, comme elle le déclarait explicitement, continuerait à s'étendre. La prise de Mossoul a mis fin aux réticences de l'administration Obama, qui a lancé une nouvelle offensive militaire au Moyen-Orient. Mais les arguments appuyant l'intervention étaient extraordinairement limités et défensifs : les USA devaient protéger leurs intérêts et, surtout, leur personnel en Irak. Par exemple, Washington a justifié sa décision de bombarder les positions de l'EIIL proches d'un important barrage sous prétexte que si l'EI le détruisait, l'inondation provoquée menacerait le personnel de l'ambassade des USA à Bagdad. Un argument absurde étant donné la dévastation qu'aurait subi le pays si ce barrage était détruit. La bassesse de l'argument contraste remarquablement avec la grandiloquence avec laquelle l'administration Bush justifiait l'invasion d'Irak en 2003, lorsqu'elle alléguait que le renversement du régime autoritaire de Saddam Hussein déclencherait une transformation démocratique non seulement en Irak, mais dans tout le Moyen-Orient.

La militarisation de la politique des USA au Moyen-Orient

La lutte antiterroriste va continuer à représenter l'un des principaux moteurs de la politique des USA et de leurs interventions au Moyen-Orient. L'extrémisme islamique violent ne va pas disparaître du jour au lendemain. Il ne s'agit pas d'une organisation, mais d'une mentalité, d'une réponse aux injustices, d'un refuge pour les marginaux et pour les jeunes sans emploi, et, selon certains, d'une aspiration à un monde meilleur. Peut-être les organisations concrètes disparaîtront-elles ; aujourd'hui l'Al Qaida de Ben Laden est une ombre de ce qu'elle a été, tandis que l'EI triomphe. Et d'autres groupes apparaîtront. Le problème sous-jacent restera.

Ceci signifie que l'armée va continuer à jouer un rôle de premier ordre dans l'action politique au Moyen-Orient. Il est même possible que ce rôle s'accroisse, ce qui présente un véritable problème. Certainement, freiner un mouvement brutal, tel que l'EI, équipée avec un armement acheté ou capturé et qui a fait preuve de sa capacité à conquérir et conserver des territoires, exige une intervention militaire. On ne peut pas se faire d'illusions quant à gagner la bataille contre l'EI avec des réformes économiques et politiques et en réduisant dans les véritables valeurs de l'islam les Syriens et les Irakiens, ainsi que les combattants étrangers qui se sont joints à la lutte. Le problème, comme on le voit clairement en Irak et en Syrie, repose sur le fait qu'il est plus facile d'entreprendre une action militaire, surtout si elle n'implique pas la présence de troupes sur le terrain, que de définir une stratégie politique viable. Cependant, sans cette dernière, l'impact de l'intervention militaire sera gâché. ■